Provence-
Alpes-Côte
d'Azur

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Regards sur un bien commun à préserver

La région, malgré une agriculture riche et diversifiée, voit sa capacité à nourrir durablement sa population diminuer en raison de la raréfaction des terres agricoles, des difficultés d'installation pour les paysans et d'une fracture croissante dans l'accès à une alimentation de qualité. La souveraineté alimentaire, qui désigne le droit démocratique à une alimentation saine, durable et adaptée à sa culture, est au cœur de ces enjeux. Et si c'était la priorité pour notre société ? Terre de Liens PACA invite à mieux comprendre cette question essentielle, qui influence notre alimentation aujourd'hui et notre manière de vivre demain.

UNE AGRICULTURE D'EXCEPTION SUR DES TERRES EN TENSION

Un potentiel agricole unique…

La région se distingue par une agriculture variée et une production une production de qualité, soutenue par 38 AOP et 20 IGP valorisant des produits emblématiques comme la figue de Solliès, le banon ou le riz de Camargue. Elle est la première région de France en termes d'engagement dans des démarches de qualité (56 % des exploitations) et en agriculture biologique, avec 35 % de sa surface agricole utile (SAU) cultivée en bio.

35 % DE LA SURFACE AGRICOLE EST EN BIO

Avec en moyenne 35 hectares, soit la moitié de la taille nationale, les fermes régionales misent sur des cultures à forte valeur ajoutée. Cela peut cependant tendre à accentuer la pression sur les sols disponibles.

… Mais sous forte pression

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les terres agricoles disparaissent. Depuis 1970, la région a perdu 50 % de sa surface agricole, et 10 % des sols sont désormais artificialisés, contre 8 % en moyenne nationale. Le foncier y est le plus cher de France : 12 230 euros par hectare en moyenne, soit deux fois plus que dans le reste du pays, surtout près du littoral et des grandes villes.

50 % DE SA SURFACE AGRICOLE A ÉTÉ PERDUE DEPUIS 1970

Ainsi, beaucoup de porteurs de projets agricoles n'arrivent pas à s'installer. Certains propriétaires préfèrent garder leurs terres, qui misent sur une future hausse des prix causée par l'urbanisation.

Résultat : 145 000 hectares sont laissés en friche, soit plus de 20 % de la SAU régionale. Autant d'espaces qui pourraient pourtant nourrir le territoire et renforcer son autonomie alimentaire.

20 % DE LA SURFACE AGRICOLE EST EN FRICHE

DES CHAMPS À NOS ASSIETTES : UNE RICHESSE AGRICOLE QUI NOUS ÉCHAPPE

Une production agricole qui ne nourrit pas

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'agriculture est riche et dynamique. Pourtant, elle nourrit peu les habitants de la région. Une grande partie des productions locales, comme les fruits, le vin ou les huiles essentielles, part à l'exportation : 62 % des produits agricoles bruts et 38 % des produits transformés quittent le territoire. Ces cultures, très spécialisées, occupent une part importante des terres mais ne contribuent que peu à l'alimentation locale.

62 % DES PRODUITS AGRICOLES BRUTS QUITTENT LE TERRITOIRE

Toutefois, ces filières sont de plus en plus fragiles. La viticulture, qui représente à elle seule un tiers des exploitations, et les plantes à parfum subissent des aléas climatiques et l'instabilité des marchés. Dans le même temps, la loi Egalim*, censée encourager l'achat de produits locaux et de qualité dans la restauration collective, reste peu appliquée : seuls 15 % des établissements publics de la région en respectent les critères.

1/3 DES EXPLOITATIONS SONT VITICOLES

12 % C'EST L'AUTONOMIE THÉORIQUE POUR NOTRE RÉGION

Territoires Fertiles, évaluez notre souveraineté alimentaire

Scannez le QR code et découvrez une plateforme gratuite pour en savoir plus sur la capacité de votre territoire à se nourrir et et penser des solutions locales. Rendez-vous sur territoiresfertiles.fr

Entre précarités alimentaire et paysanne : les oubliés de la chaîne

Dans une région agricole aussi riche, manger sain, local et de qualité reste inaccessible pour beaucoup. L'accès à l'alimentation fonctionne à deux vitesses, aggravé par les inégalités sociales et territoriales. Face à un taux de pauvreté supérieur à 17 %, la région est marquée par une forte précarité qui touche aussi bien les grands pôles urbains comme Marseille, Avignon ou Arles que les zones rurales isolées.

1 PERSONNE SUR 5 VIT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ DANS LES MÉNAGES AGRICOLES

L'alimentation devient souvent la première variable d'ajustement pour les foyers modestes, alors qu'elle représente leur deuxième poste de dépense.Cette précarité frappe aussi les producteurs. Une personne sur cinq dans les ménages agricoles vit sous le seuil de pauvreté. L'injustice est double : ceux qui peinent à se nourrir sont parfois ceux qui nourrissent les autres.

L'ENJEU DE LA TRANSMISSION ET DU RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS : QUELLE RELÈVE POUR NOUS NOURRIR ?

Avec un âge moyen de 54 ans, le plus élevé de France, les paysan·nes approchent massivement de la retraite. Plus de 60 % ont déjà passé les 50 ans, et seule une ferme sur quatre sait aujourd'hui si elle sera reprise. En vingt ans, la région a perdu la moitié de ses exploitations. Le renouvellement devient un enjeu vital.

S'installer reste pourtant difficile, surtout pour celles et ceux qui ne viennent pas du monde agricole. Ils représentent la moitié des nouveaux installés, mais rencontrent plus d'obstacles pour accéder au foncier ou aux aides : entre 2014 et 2020, seuls 22 % ont bénéficié de la Dotation Jeune Agriculteur.

Pourtant, de nombreux porteurs de projets inventent une autre voie. Ils privilégient des modèles plus diversifiés, souvent en bio, en polyculture ou élevage, tournés vers la consommation locale. L'essor des circuits courts démontre l'intérêt pour l'autonomie alimentaire locale : 42 % des fermes de la région y ont recours, contre seulement 23 % au niveau national. Ce choix renforce le lien au territoire, soutient l'économie locale et participe à nourrir la population régionale.

*La loi impose 50 % de produits de qualité dont 20 % issus de l'agriculture biologique.

Sources : ADEME, Utopies, 2021 ; Agreste, Recensement agricole 2020 ; Agreste, Portrait agricole et mémentos, 2022-2025 ; DRAAF PACA, 2021, « L'enquête T0 en restauration collective » ; Safer et Chambre d'agriculture PACA, 2025, « Lutte contre les détournements d'usage agricole en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur » ; Uriopps PACA, 2020 ; Shift Project, 2024 ; Terre de Liens, 2025, Souveraineté alimentaire, un scandale made in France ; Territoires Fertiles, 2025.

DES RESSOURCES À PRÉSERVER POUR UN TERRITOIRE RÉSILIENT

La région PACA est très exposée à la hausse des températures, aux sécheresses, crues et incendies. D'ici 2050, les scénarii prévoient une élévation des températures moyennes de +1,5 à +2,5°C voire jusqu'à 4 C°.

Eau

L'agriculture en PACA reste fortement dépendante d'une ressource en eau de plus en plus sous tension avec près de **30%** de ses surfaces agricoles irriguées.

Produits phytosanitaires

Les filières arboricoles (fruits à noyau, agrumes) et viticoles restent très dépendantes des traitements pour lutter contre les maladies et ravageurs, ce qui impacte la qualité des sols et de l'eau, la santé humaine et la biodiversité locale.

Biodiversité

Les populations d'abeilles sauvages ont chuté de plus de 30 % en PACA sur les dix dernières années. La simplification des paysages agricoles et l'usage intensif des intrants ont contribué à une diminution de la biodiversité.

LA PRÉCARITÉ CLIMATIQUE IMPOSE UN BASCULEMENT VERS DES MODÈLES PLUS ROBUSTES ET COOPÉRATIFS, ANCRÉS DANS LES TERRITOIRES.

Les constats sont alarmants : raréfaction du foncier, disparition des fermes, précarité paysanne, perte de diversité alimentaire... Pour notre région, ces enjeux résonnent avec l'urgence écologique et interrogent : quelles agricultures souhaitables se dessinent demain ?

Repenser nos pratiques devient indispensable pour préserver les ressources, la biodiversité, notre santé et l'avenir des fermes. Dans ce contexte, il est vital de soutenir le renouvellement des générations et de repenser l'accès à la terre. **L'heure est à l'action collective.** Citoyen·nes, élu·es, acteur·ices économiques ont le pouvoir d'inventer ensemble des modèles alimentaires plus justes, plus durables. En tant que citoyen·nes, nous pouvons agir pour contribuer à la souveraineté alimentaire de notre territoire !

Le mouvement citoyen Terre de Liens, présent partout en France, s'engage depuis plus de 20 ans pour accompagner ces transformations.

ENSEMBLE, FAISONS POUSSER DES FERMES.

Terre de Liens PACA, qui sommes-nous ?

- **Un réseau d'acteurs locaux** (citoyens, paysan·ne·s, partenaires institutionnels) mobilisés pour protéger les terres agricoles.
- **Un outil d'acquisition et de gestion de foncier agricole** par l'achat collectif, afin de garantir des terres accessibles à des projets agricoles durables.
- **Un soutien aux installations paysannes**, pour favoriser le renouvellement des agriculteurs et l'émergence de modèles agricoles écologiques.
- **Un engagement pour la souveraineté alimentaire locale**, la transition agroécologique et la préservation de la biodiversité.

Terre de Liens PACA
paca@terredeliens.org
09 70 20 31 24

Rejoignez le mouvement, devenez adhérent·e →

Retrouvez nos actions et inscrivez-vous à notre newsletter sur **terredeliens.org/provence-alpes-côte-dazur**

Crédits : Design graphique : Constance Nowacki • Illustrations : Justine Chanal